

## L'apaisement ne peut venir que de la satisfaction des revendications

La mort du jeune Nahel, évitable, dramatique et inacceptable a provoqué une vague de colère et de protestation sans précédent du point de vue de l'intensité, dans la Métropole comme dans toutes les principales agglomérations du pays.

D'après l'INSEE, cité par Le Progrès, dans la métropole de Lyon le taux de pauvreté atteint 16,2 % de la population, soit 225 000 personnes. L'institut a ainsi recensé 75 500 mineurs pauvres dans la métropole, dont un quart vivent à Lyon. Quatre sur dix se concentrent dans les territoires les plus pauvres de la métropole situés au sud et à l'est : Bron, Vaulx-en-Velin, Saint-Fons, Vénissieux, Villeurbanne...

La destruction des services publics et en premier lieu de l'hôpital, les restrictions d'accès aux urgences, les fermetures de classe comme le non remplacement des professeurs absents frappent encore plus durement les classes populaires que le reste de la population. Si officiellement l'inflation tourne autour de 6 %, personne ne conteste que le prix des denrées alimentaires ait augmenté de 17 % en un an. Si la situation est explosive, il n'y a pas besoin de faire une enquête pour trouver les causes profondes.

Depuis un an le gouvernement a aggravé les conditions de travail du personnel soignant en poursuivant la réduction du nombre de lits d'hôpital, il a réduit l'indemnisation des chômeurs, généré une plus grande précarité pour les salariés saisonniers, il expérimente le travail obligatoire pour les allocataires du RSA, gratuit pour les employeurs, il complique et limite l'accès aux études supérieures via Parcoursup, il annonce la fermeture de lycées professionnel et a augmenté de 2 ans l'âge de départ pour pouvoir bénéficier de la retraite. Ces décisions sont prises sur des bases non factuelles et contestables pour satisfaire les marchés financiers alors que les profits explosent, que le versement de dividendes aux actionnaires n'a jamais été aussi élevé, que des marges de manœuvre existent au budget de l'état puisque le budget de la défense a été porté à 413 milliards pour les prochaines années. Pour mener à bien son œuvre, le gouvernement, contre l'avis de l'immense majorité de la population, a choisi le passage en force, empêché le parlement de s'exprimer, réprimé les manifestations... et accessoirement fait arrêter des centaines de jeunes dont 95 % ont été relâchés car rien n'a été retenu contre eux.

L'ensemble de cette politique menée par la répression et la violence institutionnelle conduit au chaos.

Plus que jamais, l'heure est à la négociation par les représentants légitimes des salariés, seule à même d'aboutir à la satisfaction des revendications des retraités, des salariés du privé et de la fonction publique.

Plus que jamais, FO revendique :

- L'abrogation de la réforme des retraites
- L'augmentation générale des salaires, pensions et allocations, à minima, à hauteur de la hausse des prix
- L'indexation des salaires sur l'inflation
- L'arrêt de la destruction des services publics, des moyens à hauteur des besoins
- L'arrêt des suppressions d'emplois et la réindustrialisation de notre pays
- Le respect des libertés démocratique

Lyon, le 3 juillet 2023